

Le 04 février 2016

Déclaration liminaire des représentants des personnels de Solidaires Finances Publiques élus au comité technique local

Monsieur le Président,

Ce CTL se tient après la journée de grève du 26 janvier dans la fonction publique.

Dans un contexte à l'évidence très difficile et défavorable à toute revendication, la mobilisation a une fois de plus été très significative. Cette grève a ainsi démontré qu'une fois de plus, la DGFIP apparaît comme le secteur le plus mobilisé de la fonction publique. Soyons lucides : un agent sur quatre systématiquement en grève dans le contexte actuel, c'est important, et ce d'autant plus que les motivations profondes de cette action sont très largement partagées par les agents de toute catégorie.

Pour le Vaucluse, ce sont 36 % des agents qui se sont mis en grève, avec des pointes remarquables au sein des trésoreries, des SIE et des SPF. Même certains de vos cadres semblent avoir compris que la comédie avait assez duré ; 15 % d'entre eux se sont mis en grève !

Non, tout ne va pas bien dans le Vaucluse ! Les représentants du personnel vous le démontrent sans cesse depuis longtemps, maintenant ce sont les agents eux-mêmes qui vous le prouvent !

Personne ne peut le nier, la dégradation se poursuit et s'amplifie. Mais le gouvernement s'enferme dans le choix délibéré d'ignorer la DGFIP : comment analyser l'absence (totalement incompréhensible) de mesures visant à renforcer certains de nos services dans la lutte contre le financement du terrorisme ?

Depuis la création de la DGFIP, les gouvernements persistent à l'affaiblir et ne tirent aucune leçon des événements touchant aux finances publiques :

- les affaires de fraude fiscale se multiplient mais la sphère du contrôle fiscal est frappée, quoiqu'en disent les pouvoirs publics, par les suppressions d'emplois,
- l'accueil se maintient à des niveaux records, mais l'improvisation fiscale et les choix budgétaires mettent la DGFIP en danger,
- les collectivités locales sont sous tension mais on organise le repli du service public,...etc...

Au-delà du constat, largement connu, qu'il s'agisse de baisse des moyens humains et budgétaires, de conditions de vie au travail, de reconnaissance des agents et de reconnaissance de leurs qualifications, la situation actuelle voit d'autres périls venir alourdir ce passif. Il en va ainsi des restructurations dont les fondements et les conditions d'application doivent être dénoncés avec la plus grande fermeté.

- Les fondements ? Ce sont tout à la fois les conséquences de la rigueur budgétaire que la DGFIP subit plus durement que la plupart des autres administrations, la volonté désormais manifeste de punir, pour ne pas dire humilier, les agents de «Bercy » (en témoignent certaines décisions prises au niveau de la fonction publique et du « climat » anti-Bercy au sein des pouvoirs publics...).

- Les conditions ? Nous les déplorons tous les jours : agents prévenus tardivement que leur poste est supprimé ou que leur service est « restructuré », réduction de la présence territoriale, perte de qualité et

d'efficacité des missions... Et ce sans parler du dialogue social qui aura rarement été aussi vidé de son sens par les pouvoirs publics.

Il en va également de l'exercice même du service public : parmi les agents, plus personne ne croît au discours défendant la qualité du service public. Les points proposés à l'ordre du jour de ce CTL en sont une nouvelle illustration.

De leur côté, les usagers ne sont pas plus nombreux à le croire également... Pour mémoire, le succès rencontré par la pétition citoyenne qui vous a été remise lors du dernier CTL est éloquent... Celle-ci a été soumise aux usagers du Vaucluse quelques jours seulement après les massacres survenus le 13 novembre à Paris. Si les Français semblent majoritairement favorables à l'état d'urgence, il semble aussi qu'ils n'oublient pas ce que les termes de « service public » signifient !

Pour rester sur le sujet sécuritaire, les mesures actuellement prises par la direction, sous l'impulsion ou non du Préfet (?) devaient faire l'objet d'une information aux représentants en CHS-CT dans les directions locales. Un oubli ? Ou bien les règles en vigueur dans notre département remonteraient-elles au temps béni du Comtat Venaissin, ou le bas peuple n'avait pas son mot à dire ?

Encore une fois, une bien belle image du dialogue social (dialogue de sourds oui!!) dans le Vaucluse. Résultat de ces décisions prises en urgence et en dépit du bon sens ? Des sites qui ne possèdent plus de vraies issues de secours ! Espérons que les prochaines sessions du CHS-CT corrigent ces erreurs au plus vite.

A l'ordre du jour de ce CTL, figurent les aménagements d'horaires de deux trésoreries. Le titre « clause de revoyure » semble en décalage complet au regard des documents proposés : absence de bilan global, pas de chiffre, pas d'enquête de satisfaction (ni vers les agents, ni vers les chefs de service, ni vers les usagers). Avec de telles méthodes, les décisions prises sont forcément pertinentes ! La mise en place de la caisse unique sur Avignon en est un nouvel exemple : d'abord prévue pour janvier, elle est maintenant reportée à mars et son schéma montre l'excellence de la DGFIP dans la construction d'usines à gaz !

Dans le même registre, l'expérimentation d'une caisse sans numéraire montre l'étendue de l'imagination de notre administration pour s'auto-supprimer ! Certaines de nos missions sont compromises ? Qu'à cela ne tienne, supprimons-les ! Et qu'importe les raisons !

Quant au dernier point à l'ordre du jour, nous attendons avec impatience l'organisation d'une campagne de dons pour que nous puissions fonctionner encore un peu. Qui sait ? Avec un beau crédit d'impôt à la clé, l'idée pourrait fonctionner...

Vous l'aurez compris, Solidaires Finances Publiques tient pour responsables les pouvoirs publics de cette dernière décennie de la dégradation de notre service public et de la situation sociale de la DGFIP. En la forme, les faits parlent d'eux-mêmes : ils ont agi contre la qualité de l'accueil, le contrôle fiscal, le conseil aux collectivités locales et, au fond, contre les agents et les missions de la DGFIP.

Comment l'expliquer autrement, lorsque l'on lit les déclarations de notre directeur général ? Ne devrait-il pas défendre son administration plutôt que de suivre aveuglément cette politique, quand il ne la précipite pas !

Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse d'apporter toutes les preuves, année après année, de la nécessité d'assurer pleinement le caractère vital de nos missions au sein de notre société, et nous continuerons à nous battre pour cela.

Qu'en-est il de notre Direction dans son ensemble?

Il y a urgence à retrouver le chemin de la raison et de la cohérence...